

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/N/CAF/1
1^{er} décembre 2004

(04-5239)

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: français

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE (RCA)</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion du Secteur Privé. BP. 1988 Bangui, RCA Tél.: +(236) 61 30 69/ 61 07 69 Fax: +(236) 61 76 53; et Ministère de la Santé Publique et de la Population Les nom et adresse (y compris les numéros de téléphone et de télex et les adresses de courrier électronique et de site Web, le cas échéant) de l'organisme ou de l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doivent être indiqués si cet organisme ou cette autorité est différent de l'organisme susmentionné:
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Cigarettes
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Arrêté fixant les Modalités de Marquage sur les Emballages et des Conditionnements de Tabacs mis en vente en République Centrafricaine (2 pages)
6.	Teneur: Les Unités de conditionnement de tabacs en paquet (producteurs et importateurs) et des produits de tabacs, doivent porter sur une tranche latérale l'avertissement général suivant: <<Abus dangereux pour la santé selon l'Arrêté Interministériel n°008/MCIPME-PMI/MSPP/MFB du 2 avril 1997>>, mention imprimée en caractère indélébile et parfaitement d'une hauteur qui ne peut être inférieure à 1,5 millimètres.
7.	Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant: Santé de la population
8.	Documents pertinents: Rien à signaler
9.	Date projetée pour l'adoption: Date projetée pour l'entrée en vigueur: 2 avril 1997

10.	Date limite pour la présentation des observations: non applicable
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [] ou adresse, numéros de téléphone et de télécopieur, et adresses de courrier électronique et de site Web, le cas échéant, d'un autre organisme: Direction de la Concurrence et de la Répression des Fraudes Économiques Téléphone: +(236) 61 30 69/ 61 07 69 Télécopieur: +(236) 61 76 53